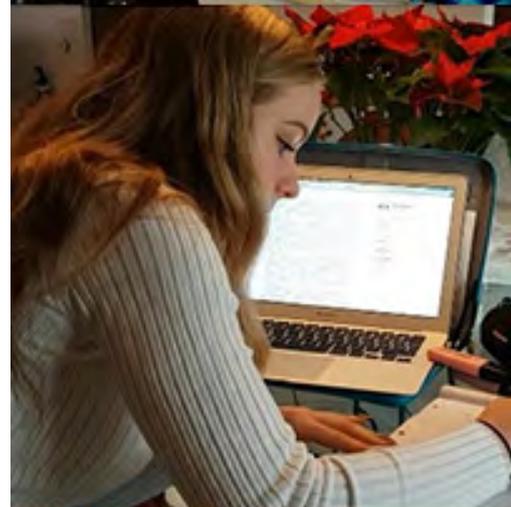


LyText : un outil inédit d'aide à la préparation du baccalauréat de Français

SOMMAIRE

- 2 **Sommaire**
- 3 **Editorial**
- 4 **En #bref et en #brèves**
- 5 **Parcoursup à l'épreuve du dernier baromètre l'Étudiant-BVA**
- 6 **Pap Ndiaye, (nouveau) ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse**
- 8 **Parcoursup**
Le calendrier du 2 juin au mois de septembre 2022
- 9 **Cinéma : «Top Gun Maverick»**
«80% de ce qu'on voit est réaliste»
- 10 **Handicap & Inclusion:**
Une exposition pour faire évoluer le regard sur le handicap
- 11 **La personnalité inspirante du mois :**
Waad Al-Kateab, syrienne d'Alep éprise de journalisme et de culture
- 12 **Société :**
Bilan de la gouvernance talibane en Afghanistan
- 17 **Actualité numérique de l'académie de Nancy Metz**
LyText : un outil inédit d'aide à la préparation du baccalauréat de Français
- 20 **La Marine recrute : pour ses systèmes d'information et de communication**
- 23 **Festival de Cannes 2022**
- 25 **L'actu écolo**
- 27 **Coupe du monde de football 2022 au Qatar : désastre écologique annoncé ?**
- 29 **La Cour pénale internationale fête ses 20 ans**
- 31 **La chronique des faits internationaux**
- 34 **19 juin : Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit**
- 37 **6 marins de la FREMM DA Lorraine se déplacent à Nancy pour rencontrer des élèves**



« D.E.M.A.II.N. » est une publication des Editions .P.I.C.U.R.E.

Directeur de publications : P. TOUZEAU-MENONI - ont participé à ce numéro :

Elodie THEME - TOUTEDUC - C.TOUZEAU-MENONI - S. CHAMFORT - A. NIHILO

et la contribution de la Marine Nationale, l'INSHEA et la DANE de l'académie de Nancy-Metz

Régie et montage partenarial Inter@Connecté: Communication spécialisée sur le segment des 0-25 ans scolarisés

Mèl: philippe.TM@editions-epicure.fr - Mobile : 07 81 98 56 48 - BP 50512 06801 CAGNES SUR MER

Dépôt légal : à parution Juin 2022 ISSN 2649-1516

Conception graphique : Dwd - Contact : cedric@dwd.fr

Photo couverture :

L'éducation est un marché, nous le savions depuis longtemps, mais ce n'est pas un marché comme les autres, ce qu'ont bien montré les débats du congrès de la Mission laïque française à Rabat ces trois derniers jours. Nous connaissons l'intérêt des GAFAM pour les traces que laissent les élèves sur leurs ordinateurs comme autant de données à rentrer dans le big data, pour avoir, après les avoir passées à la moulinette de l'intelligence artificielle, des logiciels exactement adaptés au profil de chacun des apprenants. Même s'il est aujourd'hui évident que les fruits seront inférieurs aux promesses, il s'agit clairement de produits commerciaux, dont la valeur marchande correspond à ce que valent leurs effets en termes d'acquis cognitifs mesurables.

Il en va tout autrement quand un fond d'investissement égyptien rencontre Jérôme Le Bars, proviseur du lycée de la MLF à Alexandrie, et lui demande son aide pour créer d'autres lycées français. Car si la complexité de notre administration scolaire peut rebuter et suppose un accompagnement, notre système scolaire est associé à des valeurs de liberté, de laïcité, d'égalité qui font envie. Notre devise républicaine devient un facteur d'attractivité. Il ne faut pas s'y tromper pour autant. Le chef d'établissement a en face de lui des financiers qui attendent un retour sur investissement à échéance de dix ans, «pas 25» précise-t-il aux congressistes.

Jérôme Le Bars conclut son intervention en soulignant qu'elle aurait été inenvisageable il y a de cela quelques années. Il n'était pas possible de parler ainsi du marché de l'éducation et de ses spécificités. Les acteurs du privé, quelle qu'en soit la forme, à l'étranger comme sur le territoire national, en ont pris conscience. Le risque est évidemment que les services publics nationaux, en France comme dans d'autres pays, recueillent ceux qui n'ont pas accès au marché.

Ils organisent déjà en leur sein un système concurrentiel, un processus largement entamé. C'est pourquoi les débats du congrès de Rabat étaient si importants, ils ont permis de poser en des termes nouveaux des questions qui doivent, plus qu'avant, être envisagées dans une perspective internationale.



PHILIPPE TOUZEAU-MENONI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Le baccalauréat a débuté ...en Amérique du Nord

Ils ont passé mardi 24 mai l'épreuve de philosophie du tronc commun. Ils avaient le choix entre trois sujets, deux sujets de dissertation, "La conscience fait-elle obstacle au bonheur ?" et "La technique permet-elle de ne plus avoir peur de la nature ?", et une explication de texte.

Il s'agissait de quelques lignes de Montaigne (paraphrasant saint Augustin) dans lesquelles l'auteur des Essais oppose ce qui est (Dieu, qui n'est pas soumis au temps) et ce qui est mouvant (ce qui naît et qui meurt).



«Elections législatives quezako ? »



Parce que la campagne des élections législatives est officiellement lancée. Depuis trois semaines, 6 643 candidats s'affrontent dans les circonscriptions françaises. À la fin de cette bataille électorale, le **12 et 19 juin**, 577 candidats seront élus députés.

Qui sont les députés ?

Les députés sont des femmes et les hommes élus par le peuple au **suffrage universel direct**. C'est-à-dire par tous les citoyennes et citoyens français âgés de plus de 18 ans. Cela représente 41 millions d'électeurs (la France compte un peu plus de 66 millions d'habitants).

Les députés appartiennent généralement à des groupes politiques. Ils font partie d'une assemblée et représentent le peuple : c'est [l'Assemblée nationale](#). Elle est située au palais Bourbon, à Paris. Chaque député a une place réservée dans l'hémicycle, on parle de « siège ». **Le rôle principal du député consiste à proposer des lois et à les voter.**

«Elections législatives suite : une lycéenne de 18 ans est candidate »

Elle s'appelle raphaëlle Rosa sera la plus jeune candidate des élections législatives des 12 et 19 juin. A 18 ans, la lycéenne se présente dans la 8e circonscription de Moselle.

«Ce serait un honneur d'être députée, dit-elle. La jeunesse a sa place en politique et j'aimerais la représenter. On laisse trop souvent des personnes qui n'ont pas grandi à notre époque voter des lois qui nous concernent.»



Débat «parfois houleux» en famille.

«Je m'y intéresse depuis que je suis toute petite. Vraiment à partir des années collège et à 16 ans, je me suis encartée* dès que je pouvais. » dans le parti qui représentait le mieux mes idées , mais assez loin des convictions de mes parents. « Ah non ! On n'est pas du tout du même bord politique. Avec mon père, c'est même parfois houleux à table même si ça reste cordial », en rigole notre lycéenne, qui rêve d'une carrière «dans la diplomatie.»



Les lycéens et les étudiants critiques seuls trois jeunes sur dix considèrent que Parcoursup permet un **accès équitable** à l'enseignement supérieur.

Ce millésime interpelle, les lycéens et les étudiants interrogés se montrent nettement plus dubitatifs vis-à-vis de la plateforme par rapport à l'édition précédente : 66 % la trouvent accessible (contre 81 % en 2021) et 63 % estiment qu'elle fournit des informations utiles pour leur orientation (contre 76 %). Une minorité, 44 %, la trouve utile (- 18 points), 38 % intuitive (- 10 points) et 33 % en capacité de répondre à leurs questions (-11 points).

Malgré les fiches détaillées par formation, seuls 54 % des jeunes considèrent que Parcoursup est simple d'utilisation et 44 % qu'elle est efficace.

Les élèves de terminale sont globalement plus satisfaits que les étudiants : 78% des lycéens déclarent que la plateforme est accessible (contre 60 % des étudiants) et 79 % qu'elle fournit des informations utiles (contre 56 % des étudiants).

Parcoursup, c'est du stress en continu pour les familles

La phase d'admission a commencé jeudi 2 juin à 19 heures et se terminera le 15 juillet. D'ici là, les familles vont vivre une longue période d'attente pendant laquelle elles devront faire des choix, sans se précipiter.

Joie, déception, attente... Depuis jeudi 2 juin, 19 heures, [la phase des résultats Parcoursup](#) met les familles en ébullition. «Mon fils n'a eu aucune réponse positive, il craque et pleure depuis hier soir, confie Marc, désarmé. Elle est sur liste d'attente mais beaucoup trop loin pour garder de l'espoir.»

Bienvenue sur la plateforme d'orientation post-bac, où les 936 000 candidats à avoir fait au moins un vœu de formation dans l'enseignement

Prendre connaissance du Baromètre :



<https://www.bva-group.com/sondages/barometre-de-confiance-lavenir-jeunes-4eme-vague/>

PAP NDIAYE

**ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse,
symbole de la méritocratie et de la diversité ?**

Pap Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse est né le 25 octobre 1965 à Antony, est ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé d'histoire, titulaire d'un doctorat (EHESS), professeur à Sciences Po, puis directeur général du palais de la Porte-Dorée (qui comporte le musée de l'Histoire de l'immigration). Sa mère, «issue d'une famille de fermiers de la Beauce», selon la notice Wikipédia du ministre, a été professeure de sciences naturelles dans un collège.

Toujours selon sa notice, après un séjour aux USA, il est maître de conférences à l'EHESS, et «il est l'un des pionniers en France» de ce «que l'on nomme outre-Atlantique les Black studies» et il participe au «Cercle d'action pour la promotion et la diversité en France». Il est membre du CRAN (Conseil représentatif des associations noires de France) et président de la «commission Images de la diversité» du CNC (Centre national du cinéma et de l'image animée).



La notice [ici](#)

Les premières pensées de Pap Ndiaye «vont vers le monde des enseignants, qui est le sien depuis toujours», déclare sur le perron de «110 rue de Grenelle» le nouveau ministre de l'Éducation nationale à l'occasion de la passation de pouvoir avec Jean-Michel Blanquer.

«Je suis un pur produit de la méritocratie républicaine dont l'école est le pilier, je suis peut-être un symbole, celui de la méritocratie, mais peut-être aussi celui de la diversité». La fonction ministérielle «n'est pas affaire que d'un homme, elle vient du plus profond de notre nation, du plus profond de notre république». Il «appréhende cette tâche avec humilité, avec modestie, avec toute l'énergie et toute la bonne volonté intelligente qui est la mienne». La consolidation des savoirs fondamentaux, l'égalité des chances, l'adaptation aussi, nécessaire, de l'école aux bouleversements de l'économie et des sociétés, voilà le défi immense à saisir. La prolongation, l'approfondissement des efforts entrepris, de nouvelles initiatives à penser et à imaginer sont des tâches exaltantes au service de notre pays. Le dialogue avec toute la communauté éducative sera évidemment aussi un principe important (...).»

A noter que Sarah El Haïry, évoquant le SNU (service national universel) a donné le chiffre de 40 000 volontaires dans les semaines à venir. Quant à Jean-Michel Blanquer, il a décrit l'École comme «une maison de la vie ».



Avant l'élection présidentielle, le président Macron a provoqué la colère des enseignants en promettant que leur rémunération soit fixée à l'aune du Mérite et l'autonomie des établissements.

Si Monsieur Ndiaye veut renouer le dialogue avec eux, il doit éclaircir ses objectifs et organiser la concertation avec tous les acteurs. Une mise en concurrence pure et simple des établissements ne ferait qu'exacerber les inégalités et aggraver la pénurie d'enseignants dans les zones difficiles. Mais les modestes performances du système éducatif actuel excluent le statu quo.

Par ailleurs, selon le Monde : «notre » nouveau ministre part avec un handicap – il ne possède ni réseau politique ni expérience d'une grande administration –, mais avec un capital de sympathie et des convictions sur l'égalité. A lui de les utiliser au mieux pour relever les immenses défis d'une éducation nationale en crise et pour dépasser le symbole que constitue sa nomination.» sic



CALENDRIER

2 Juin > 15 Juillet 2022 - Je reçois les réponses des formations et je décide

Jeudi 2 juin - Début de la phase d'admission principale

Je consulte dans mon dossier Parcoursup les réponses des formations que j'ai demandées.

À partir du 2 juin, je reçois les propositions d'admission (réponse oui ou oui-si *) au fur et à mesure et en continu. Je dois répondre obligatoirement à chaque proposition d'admission dans les délais indiqués dans mon dossier.

* La réponse «Oui-si» signifie que vous êtes accepté dans la formation à condition de suivre un parcours de réussite adapté à votre profil (remise à niveau, soutien, tutorat...). Ce dispositif de réussite vous est proposé par la formation afin de consolider ou de renforcer certaines compétences nécessaires pour vous permettre de réussir vos études supérieures.

Jeudi 23 juin - La phase d'admission complémentaire est ouverte.

Mardi 5 juillet - Résultats du baccalauréat.

Après les résultats du baccalauréat, dès que j'ai accepté définitivement une formation, je dois effectuer mon inscription administrative selon les modalités précisées dans mon dossier. Il s'agit de la dernière étape avant la rentrée.

Vendredi 15 juillet Fin de la phase principale.

Dernier jour pour accepter une proposition d'admission dans le cadre de la phase principale.

Les solutions si je n'ai pas reçu de proposition d'admission

Dès le 2 juin

Si je n'ai reçu que des réponses négatives de la part de formations sélectives (BTS, BUT, classe prépa, IFSI, écoles...), **je peux demander un accompagnement individuel ou collectif dans mon lycée** (auprès du service orientation de mon établissement si je suis un étudiant et que je souhaite me réorienter) **ou dans un CIO pour envisager d'autres choix de formation et préparer la phase complémentaire.**

Du 23 juin au 16 septembre La phase d'admission complémentaire

Elle permet de formuler jusqu'à 10 nouveaux vœux dans les formations qui ont encore des places disponibles. Ces formations seront accessibles depuis le moteur de recherche des formations Parcoursup à partir du 23 juin.

A partir du 1 juillet Je peux solliciter depuis mon dossier un accompagnement personnalisé de la commission d'accès à l'enseignement supérieur (CAES) de mon académie.

Top Gun Maverick : «80% de ce qu'on voit est réaliste»



«Top Gun, c'est un véritable mythe chez les pilotes», suite du célèbre film sorti en 1986 C'est par ces mots que Pierre-Henri Chuet, ancien pilote de chasse de la marine nationale, pose les bases.

«C'est un film qui a poussé beaucoup de monde à être pilote de chasse». Le 25 mai dernier, «Top Gun Maverick» s'est introduit dans les salles obscures en France (deux jours avant la sortie aux États-Unis) et mettra fin à 36 longues années d'attente depuis la sortie de Top Gun premier du nom.

Une attente d'autant plus longue, que la sortie a été repoussée de deux ans à cause de la pandémie. Dans cette suite tant attendue, Pete «Maverick» Mitchell, alias Tom Cruise revient aux manettes cette fois-ci en tant qu'instructeur à Top Gun, l'élite des pilotes de chasse.

Le principal défi du réalisateur Joseph Kosinski : allier fiction et réalisme.

Au regard des bandes-annonces, Pierre-Henri Chuet estime que le pari est plutôt réussi. «C'est assez proche de la réalité d'un point de vue technologique. D'un point de vu tactique, de combat, ça donne une bonne idée. C'est une très bonne vulgarisation», estime l'ancien pilote de chasse, désormais Youtubeur spécialisé dans l'aviation.

Pour Johan, pilote de chasse sur Rafale à la base d'aéronautique navale de Landivisiau, nous donne son avis.

«On l'avait vu dans les bandes annonces et ça s'est confirmé avec le film : les images sont vraiment réalistes et on se régale avec». Au sortir de la séance de «Top Gun : Maverick», Johan est convaincu.

Pilote de chasse de 28 ans, cet enseigne de vaisseau de 2e classe à la base d'aéronautique navale (BAN) de Landivisiau compte près de 500 heures de vol sur Rafale. Il s'est prêté au jeu de décrypter des extraits de film de Top Gun 1 et du 2 pour Le Télégramme de Brest.



Affiche 2020



Affiche 2022



Le recrutement de la Marine Nationale



UNE EXPOSITION POUR FAIRE ÉVOLUER LE REGARD SUR LE HANDICAP

Le projet photographique RICTUS s'adresse aux personnes en situation de handicap mental et/ou psychique, à leurs proches et aux équipes qui les accompagnent. Chaque binôme (résident/professionnel(le)) prend la pose devant l'objectif en proposant à tour de rôle une grimace spontanée !

RICTUS propose ainsi des portraits uniques, reflets du caractère, de la personnalité et de l'identité de chaque participant.e ! Inutile de s'adonner au petit jeu du : « Qui est qui ? Qui est en situation de handicap mental ? Qui est représentatif de la norme ? » Encore faudrait-il définir ce qu'est la normalité ? L'exercice serait vain ... « On est tous pareils, différents ! » (Phrase prononcée par une personne en situation de handicap mental) Chaque expression et jeu facial illustre la singularité des modèles, invitant le spectateur à se questionner sur l'idée de « normalité », qui peut souvent être discriminante.

Au-delà de proposer des portraits saisissants, étonnants et hors normes ; RICTUS vise à changer le regard sur le handicap et casser les idées reçues, et ce, dans la simplicité, le lâcher prise, le jeu comme terrain d'expression ! Ce projet a été mené au sein de la Plateforme de Santé Mentale de Paris 20ème du Groupe SOS.



Vidéo - Le projet photo RICTUS : questionner la « normalité » avec des personnes en situation de handicap

Rictus est un projet qui s'inscrit dans le cadre du plaidoyer porté par le Groupe SOS.

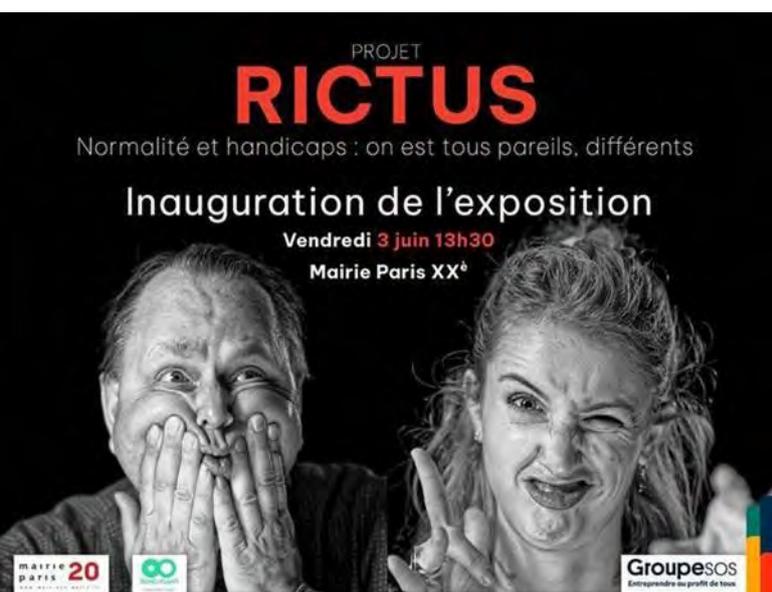
Le projet Rictus a été réalisé par Bons-Plans, une société de production audiovisuelle et multimédia de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).

Le Groupe SOS est un groupe associatif, leader de l'entrepreneuriat social en Europe qui regroupe 650 associations, entreprises sociales et établissements, qui combattent, agissent et innovent au profit des personnes en situation de vulnérabilité, des générations futures et des territoires.

Depuis sa création en 1984, lors des années sida, le Groupe SOS : combat toutes les exclusions ; agit pour l'accès de toutes et tous à l'essentiel, en venant notamment en aide à des associations et entreprises pour sauvegarder leurs emplois et activités ; et innove face aux enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux.

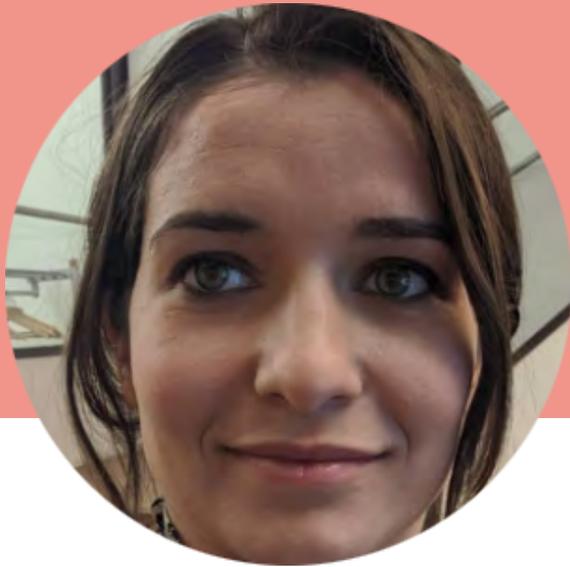
Non-lucratif, sans actionnaire, le Groupe SOS et ses 22.000 personnes employées agissent en France et dans plus de 40 pays dans le monde.

<https://www.groupe-sos.org/solidarites/>



« Nous croyons au concept de fécondité sociale : chaque individu a quelque chose à apporter à ses contemporains. Être solidaire, c'est développer des actions adaptées auprès de ceux à qui la société ne donne pas toujours une juste place : souffrant d'addictions, vivant avec le VIH, en situation de handicap, sans-abri ou mal logés, LGBTI+, migrantes, travailleuses du sexe, sortant de prison... »

LE PORTRAIT DU MOIS



Waad al-Kateab

«De la folie pure. Voilà ce que répétait mon père quand je disais qu'un jour je serais journaliste. Il grondait : « Waad, ma fille, nous n'avons pas en Syrie cette chose appelée liberté d'expression. Les problèmes s'abattront sur ta tête. Le régime t'imposera le silence ; ses services de renseignement t'engloutiront tout entière dans les sous-sols de leurs prisons. Jamais ils n'accepteront que tu parles, encore moins que tu critiques. » Pour m'écarter de ce « danger », il accepta de m'accorder un autre de mes vœux : Alep. J'irais à Alep, à l'université, à la condition d'y étudier l'économie et le marketing.» - Témoignage à lire [ici](#).

Waad El Kataeb avait deux rêves quand elle est sortie de son lycée à Masyaf, à l'Ouest de la Syrie.

Le premier, c'était de faire des études de journalisme, mais pour ses parents ce métier était trop dangereux : il valait mieux faire de l'économie. Waad accepte. Le deuxième rêve de cette jeune femme, c'était de vivre dans le poumon culturel du pays : Alep. Cette fois-ci, ce sont ses parents qui acceptent.

En 2011, lorsque les premières manifestations contre le régime éclatent, Waad a 19 ans, et son goût prononcé pour l'information et le témoignage prend le dessus sur les conseils paternels. Waad s'arme d'une caméra et se met à filmer les manifestations qu'elle suit assidûment. Elle se lie aussi d'amitié et d'amour avec un jeune médecin, Hamza, avec qui elle milite et rêve d'une Syrie libre.

Mais les sentiments de joie et de liberté, el horeya, ce mot qui a recouvert en 2011 les rues de Tunis, du Caire ou de Saana et que ses amis s'écrivent sur le front avant d'aller manifester, ces sentiments font vite place à la terreur de la répression sanglante. Avec leurs amis, ces jeunes révolutionnaires décident alors de résister à leur manière : ils montent un hôpital de fortune dans une vieille école.

De son côté, Waad filme autant que possible, rassemblant aussi bien des preuves à charges contre Bachar al Assad ou contre l'aviation russe qui bombarde les hôpitaux de la ville, que des témoignages de la plus évidente des résistances au projet de mort conçu par le régime : des jeux d'enfants dans des bus carbonisés, une école souterraine à l'abri des obus, un dîner entre amis qui chantent de vieilles chansons pour veiller sous les bombes.

En 2014, Waad et Hamza décident de se marier et recouvrent leur appartement de ballons rouges et de confettis. Waad porte une robe blanche, et ils ouvrent le bal, comme dans n'importe quel mariage. Ils trouvent aussi une jolie maison, avec un petit jardin où Waad aime prendre soin des rosiers et des bougainvilliers qui y poussent en désordre. Au milieu de la mort, Waad accouche d'une petite fille, Sama, qui grandit au milieu des blessés de l'hôpital.

En 2016, Alep est assiégée, et Hamza devient le seul médecin de la ville. Il opère alors plusieurs centaines de personnes par semaine dans son hôpital de fortune. Waad continue de filmer, sans jamais s'habituer aux enfants morts, toujours plus, qu'elle rencontre sur sa route.

Après 6 mois d'agonie et de siège, dans une ville d'Alep recouverte de neige, Waad el Kataeb et Hamza Khatib, qui sont restés jusqu'au bout pour s'occuper des blessés, partent en dernier. Il n'y a plus rien à Alep. Plus rien en tout cas qui vaille pour eux la peine d'être vécu.

Waad El Kataeb a réalisé un film, "Pour Sama", primé à Cannes, dans lequel elle raconte ses cinq années de vies au coeur du conflit syrien.

Article à retrouver [ici](#), par France Culture.





BILAN DE LA GOUVERNANCE TALIBANE EN AFGHANISTAN

Le 15 août 2021, les Talibans investissaient le palais présidentiel à Kaboul. Le monde assistait alors à des scènes de chaos, de troubles, alors que l'incertitude et la peur gagnaient de nouveau l'Afghanistan. Vingt ans après, les Talibans étaient de retour au pouvoir dans ce pays meurtri par un cycle de violence depuis 1979.

Rapidement, la prise d'une grande partie du pays, y compris la capitale, par les Talibans faisait craindre un retour aux violations des droits humains du passé et a attisé le désespoir de nombreux Afghans.

Dans les jours qui suivaient, l'ONU mettait déjà en lumière l'existence de graves craintes pour les femmes, pour les journalistes et pour la nouvelle génération de dirigeants de la société civile qui ont émergé ces dernières années.

Alors, presque un an après le retour des Talibans, le bilan est terrible : crise humanitaire parmi les plus graves de la planète impliquant famine et des millions de déplacés, violations des droits humains, notamment des femmes et des filles, exécutions extrajudiciaires, entrave à la liberté de la presse et des médias...

«Il est déplorable que le monde ait abandonné l'Afghanistan à un groupe fondamentaliste comme les Talibans dont le bilan catastrophique en matière de droits humains, y compris la pratique de l'apartheid sexiste, l'utilisation de châtiments cruels et la destruction systématique du patrimoine culturel, lorsqu'il est au pouvoir, est bien documenté»

Karima Bennoune, Rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels

Un expert de l'ONU fustige la politique des Talibans fondée sur «une société régie par la peur»

Selon le nouveau Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans ce pays, Richard Bennett, Kaboul est confronté à de graves défis en matière de droits de l'homme.

Il s'est ainsi dit alarmé par le fait que de nombreuses politiques des autorités de facto et leur volonté de contrôle absolu ont un effet cumulatif sur un large éventail de droits humains et créent «une société régie par la peur».

«L'effacement progressif des femmes de la vie publique est particulièrement inquiétant », s'est ému l'expert onusien, au terme d'une visite de 11 jours en Afghanistan - la première mission depuis la création du mandat par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Des mesures correspondantes au «modèle de ségrégation absolue des sexes»

Il a dénoncé toutes ces mesures qui visent à rendre «les femmes invisibles dans la société». Il s'agit notamment de la suspension de l'enseignement secondaire pour les filles, des obstacles sévères à l'emploi, l'absence de possibilités de participer à la vie politique et publique.

Il a également critiqué ces limites aux libertés de mouvement, d'association et d'expression, des directives sur le « mahram » (tuteur masculin de la famille), l'imposition d'une forme stricte de hijab et des conseils fermes pour rester à la maison. Toutes ces mesures « correspondent au modèle de ségrégation absolue des sexes », a affirmé M. Bennett.



«Les Talibans sont à la croisée des chemins. Soit la société devient plus stable et un endroit où chaque Afghan jouit de la liberté et des droits de l'homme, soit elle devient de plus en plus restrictive», a-t-il fait valoir.

Pour éviter les risques d'une « instabilité et de souffrances supplémentaires en Afghanistan », il préconise de changer certaines mesures restrictives relatives à « l'ouverture urgente d'écoles secondaires pour les filles et la mise en place d'une administration inclusive qui représente véritablement chaque segment de la société afghane ».

Par ailleurs, l'expert indépendant s'est également préoccupé par les allégations, devant être vérifiées, selon lesquelles des civils ont été exposés à des violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Il s'agit notamment des arrestations arbitraires, des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des déplacements forcés dans le Panjshir et d'autres provinces du nord, qui ont récemment été le théâtre d'affrontements entre les forces de sécurité de facto et les combattants affiliés au Front de résistance nationale.

Source ; ONU Info

« Une ligne rouge fondamentale sera le traitement des femmes et des filles par les Talibans, et le respect de leurs droits à la liberté, à la liberté de mouvement, à l'éducation, à l'expression de soi et à l'emploi, guidés par les normes internationales des droits humains. En particulier, garantir l'accès des filles à un enseignement secondaire de qualité sera un indicateur essentiel de l'engagement en faveur des droits humains », Michelle Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, lors de la session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme sur l'Afghanistan le 24 août 2021.

L'exclusion des femmes et des filles de la société

Alors que l'éducation en Afghanistan avait connu des progrès remarquables au cours des deux dernières décennies, notamment pour les femmes et les filles, le retour des Talibans marque un coup d'arrêt pour leur émancipation.

En septembre dernier, alors que les écoles devaient réouvrir, les Talibans ont annoncé que la réouverture progressive se ferait uniquement pour les garçons et leurs enseignants masculins. Pour l'UNESCO, le maintien de l'interdiction du retour des filles constituerait une violation importante du droit fondamental à l'éducation des filles et des femmes. « Un retour retardé des filles dans l'enseignement secondaire risque de les mettre à l'écart dans l'éducation et, à terme, dans la vie », a averti l'UNESCO, soulignant que cette décision pourrait creuser les inégalités et signalant le risque accru d'abandon de leur éducation et de l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs tels que le mariage précoce.

Le mois dernier, les autorités talibanes ont annoncé que « toutes les femmes doivent se couvrir le visage en public, qu'elles ne doivent sortir de chez elles qu'en cas de nécessité et que les violations de cette directive entraîneront le châtimement de leurs parents masculins ». Cette décision contredit les nombreuses assurances concernant le respect et la protection des droits fondamentaux de tous les Afghans, y compris ceux des femmes et des filles, qui avaient été données à la communauté internationale par les représentants des Talibans au cours de discussions et de négociations. Ces assurances avaient été réitérées après la prise du pouvoir par les Talibans en août 2021, selon lesquelles les femmes se verraient accorder leurs droits, que ce soit dans le travail, l'éducation ou la société en général.

Alors que la ligne rouge semble avoir été enterrée et piétinée, les femmes et les filles continuent d'être une cible prioritaire des fondamentalistes.



Communiqué de Reporters sans frontières sur la situation des journalistes

Alors que le monde a les yeux rivés sur l'Ukraine, la situation des journalistes en Afghanistan continue de se dégrader. Les talibans ont imposé de nouvelles restrictions aux médias et multiplient les arrestations arbitraires de journalistes, instaurant un climat de peur dans toutes les rédactions.

Parmi ces nouvelles restrictions, un décret du ministère de l'Information et de la Culture du 28 mars 2022 a interdit la rediffusion du journal télévisé de plusieurs médias internationaux en langue locale. Contacté par RSF, l'un des porte-paroles du ministère a justifié cette décision par "le problème vestimentaire des présentatrices femmes de ces médias, suite à plusieurs avertissements".

Depuis l'arrivée au pouvoir des talibans, plus d'une cinquantaine de professionnels des médias ont été arrêtés. Les différents services de sécurité, en particulier les agents des services de renseignement (Istikhbarat) peuvent désormais interdire les émissions ou venir directement dans les locaux des rédactions arrêter les journalistes. Le 28 mars, à Kandahar, lors d'une rafle dans quatre stations de radio, les agents d'Istikhbarat ont ainsi arrêté 6 journalistes sur leur lieu de travail sous le prétexte de la diffusion de musique, interdite par les talibans.

La situation de la liberté de la presse en Afghanistan ne doit pas passer sous les radars de l'attention internationale. Dans un courrier en date du 11 avril, RSF a demandé au nouveau Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, Richard Bennett, d'agir d'urgence pour défendre les journalistes afghans.



Une crise humanitaire passée sous silence

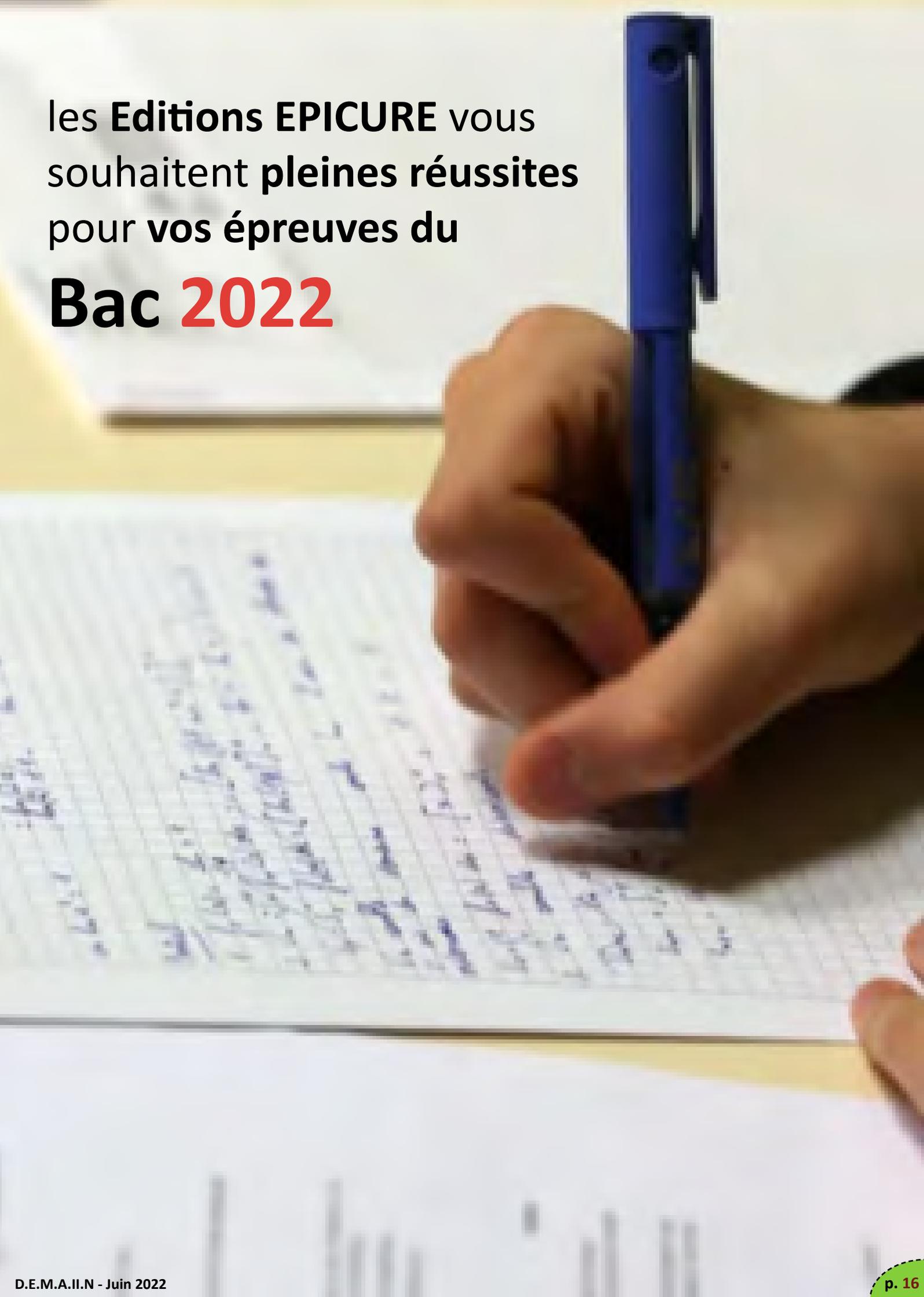
19,7 millions de personnes, soit près de la moitié de la population afghane, sont confrontées à une faim aiguë, selon une analyse menée en janvier et février 2022 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et des partenaires.

Une « catastrophe culturelle »

Une experte des droits de l'homme de l'ONU a mis en garde contre une « catastrophe culturelle » en Afghanistan après la chute de Kaboul aux mains des Talibans.

La Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, « appelle à préserver le patrimoine culturel de l'Afghanistan dans sa diversité, dans le plein respect du droit international, et à prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger le patrimoine culturel de tout dommage et des pillages ». Il y a vingt ans, les Bouddhas de Bamiyan, un site du patrimoine mondial, avaient été délibérément détruits par les Talibans.

les **Editions EPICURE** vous
souhaitent **pleines réussites**
pour vos épreuves du
Bac 2022



Actualités numériques de l'académie de Nancy-Metz

LyText : un outil inédit d'aide à la préparation du baccalauréat de Français

• Construire des analyses de textes littéraires

LyText vise à proposer des solutions à un problème clairement identifié : les élèves qui préparent les épreuves anticipées de français rencontrent des difficultés pour construire des analyses de textes littéraires.

Cet environnement informatique d'aide à la préparation de l'épreuve anticipée de français, se compose d'une bibliothèque de textes littéraires enrichis d'éléments interactifs.

• Favoriser l'autonomie des élèves

L'outil, centré sur l'élève, permet une appropriation personnelle du texte littéraire. Il met à sa disposition des informations pertinentes du point de vue de la compréhension, de l'analyse et de l'interprétation du texte.

Le lycéen peut ainsi étayer sa propre interprétation, à son rythme en interagissant à sa convenance avec les différentes propositions. Il est libre de se saisir des informations qui apparaissent à l'écran et progresse en autonomie.



- **Une collaboration avec les laboratoires de recherche**

LyText a été conçu par l'académie de Nancy-Metz en collaboration avec l'unité mixte de recherche ATILF (analyse et traitement informatique de la langue française), le CNRS et l'université de Lorraine.

Le projet mobilise des enseignants de l'académie de Nancy-Metz qui élaborent des études de textes littéraires, des inspecteurs d'académies, inspecteurs pédagogiques régionaux, des chercheurs dans le domaine de du traitement automatique de la langue, ainsi que des informaticiens qui ont mis leurs compétences et réflexions au service d'un outil dédié à la littérature.



- Témoignage d'élèves : <https://videos.ac-nancy-metz.fr/videos/watch/344d4dfb-44e6-4074-b93d-41741b85940e>
- Accès à la ressource LyText : <https://dane.ac-nancy-metz.fr/lytext>
- Toute l'actualité de LyText sur le site de la DANE de Nancy-Metz : <https://dane.ac-nancy-metz.fr/lytext>

Actualités numériques de l'académie de Nancy-Metz

Accélérer la transition numérique dans l'éducation : les Vosges, nouveau Territoire numérique éducatif

Comment accélérer à grande échelle la transition numérique dans le domaine de l'éducation, en particulier pour faciliter la continuité pédagogique par le numérique et réduire les inégalités en matière d'équipement et de savoir-faire ?

Les Territoires Numériques Éducatifs ont été conçu pour tester à l'échelle d'un département des méthodes pour répondre à ces défis. Depuis la rentrée de septembre 2021, les Vosges sont l'un des 10 nouveaux TNE : depuis lors, le conseil départemental, le rectorat et les acteurs locaux mettent en place le cadre conventionnel et les partenariats nécessaires pour le démarrage concret du projet.

Le mois d'avril dernier a été marqué par un premier aboutissement de ce travail préliminaire : le recteur de l'académie de Nancy-Metz et le président du conseil départemental des Vosges ont en effet signé la convention Territoires numériques éducatifs des Vosges le 28 avril dernier dans les locaux du conseil départemental à Épinal.

Un projet national

Après la crise sanitaire des deux dernières années, l'enjeu de la continuité pédagogique n'a jamais paru aussi important, révélant un accroissement des inégalités dans l'accès au numérique.

Le programme national Territoire Numérique Éducatif (TNE) du Plan France 2030 a pour objectif de permettre un meilleur accès à la transformation numérique, en jouant simultanément sur quatre leviers : l'équipement et les ressources, la formation, les parents d'élèves, et l'inclusion scolaire.

Cette expérimentation, qui a débuté dans l'Aisne et le Val-d'Oise, a été étendue cette année à 10 nouveaux départements pour un montant de 127 millions d'euros, dont les Vosges, permet d'agir de manière concertée et immédiate sur tous les leviers de l'éducation au numérique, et par le numérique. L'aspect expérimental permet d'estimer les forces et les faiblesses des méthodes employées avant un déploiement sur l'ensemble du territoire national.

Sa mise en œuvre dans le département

Choisi en raisons des contrastes qui lui sont propres, entre plaine et montagne, zones dynamique ou en perte de vitesse, le projet sera mis en œuvre dans le département selon les axes suivants :

- équité numérique, avec un écosystème homogène dans tout le département ;
- un plan territorial de proximité : ambition jeunesse ;
- des actions structurantes pour la transition numérique.

Il concernera au total 60 000 élèves et 800 professeurs du primaire ou du secondaire dans 417 établissements et écoles (59 écoles maternelles, 280 écoles élémentaires, 47 collèges, 31 lycées dont 1 ÉREA).

Après la signature, un salon des usages a été organisé afin de replacer le TNE dans le contexte d'utilisation pédagogique du numérique. Parmi les premières réalisations projetées, une action de sensibilisation sur les bons usages du numérique aura lieu pour l'ensemble des élèves de 6e des collèges vosgiens.

Plus d'informations sur TNE :

<https://www.ac-nancy-metz.fr/territoires-numeriques-educatifs-le-dispositif-commence-dans-les-vosges-123804>

Plus d'informations sur le kit d'animation Molo molo sur le web :

<https://sites.ac-nancy-metz.fr/molomolo/>

LA MARINE RECRUTE

DANS LES SYSTÈMES D'INFORMATION

Sur tous les océans et toutes les mers du monde, 365 jours par an et 24 heures sur 24, les marins assurent la sécurité et la protection de l'espace maritime français. En mer, sur terre et dans les airs, nous sommes 39 000 marins mobilisés pour accomplir des missions de **renseignement**, de **prévention**, d'**intervention**, de **protection** et de **dissuasion**.



Faire circuler une information vitale pour les opérations tout en garantissant la sécurité de données ultra-sensibles ? C'est le défi relevé par les marins des systèmes d'information et de communication (SIC).

Pour gagner les guerres d'aujourd'hui et de demain, l'information est la clé. Elle permet de comprendre l'environnement et d'identifier les risques. Elle permet au commandement et aux chefs des échelons tactiques de prendre les bonnes décisions. Gardiens et messagers de ces informations, les SIC permettent de partager des données protégées en garantissant leur intégrité à des milliers de nautiques de distance. Toutes les composantes de la Marine ont besoin de communiquer entre elles et avec les postes de commandement à terre, qu'elles soient déployées dans les airs, sur ou sous la mer. Pour mener à bien leurs missions, les sous-marins doivent, par exemple, concilier leur impératif de discrétion tout en garantissant une parfaite réception et émission des informations.

Les marins experts des télécommunications et de l'informatique jouent donc un rôle capital, quel que soit l'environnement. Ils doivent allier technicité, polyvalence et ingéniosité. Agiles, ils s'adaptent aux contraintes des systèmes embarqués et à l'évolution des contextes opérationnels.

DÉCOUVREZ NOS MÉTIERS

LES CHIFFRES
10 SPECIALITES METIERS
3 VOIES D'ACCES



MAINTENANCE INFORMATIQUE

Vous installez et vous configurez les équipements informatiques et de télécommunication : ordinateurs du bord, radios, informatique, téléphonie, radio, satellite... En véritable expert, vous en assurez aussi la maintenance opérationnelle !

Les métiers :

Équipier de maintenance

Technicien maintenance

chef de secteur

MANAGEMENT DES RÉSEAUX

Experts des systèmes civils ou militaires, vous assurez le bon fonctionnement et l'efficacité des transmissions d'information.

Vous parvenez à maintenir une très grande qualité de transmissions sur de longues distances. Vous supervisez aussi des réseaux de la Défense au sein d'un centre de gestion et d'assistance aux utilisateurs.

Les métiers : Opérateur systèmes d'information

Chef d'équipe

Technicien systèmes d'information

Réseaux et télécommunications

Technicien de sécurité des systèmes d'information



CONCEPTION ET DÉVELOPPEMENT

Véritable « tête chercheuse », vous développez et conduisez des recherches techniques en architecture des systèmes d'information. Votre objectif : optimiser les dispositifs et accompagner les évolutions technologiques pour équiper le plus grand nombre de bâtiments possibles.

Les métiers : Concepteurs analystes programmeurs des systèmes d'information

Chef de projet informatique ou télécommunications

Technicien expert ou télécommunications

CYBERDÉFENSE

Vigie et protecteur du système d'information, vous évaluez les menaces et les risques du cyberspace et sécurisez les infrastructures des systèmes d'information (SI). Vous assurez leur disponibilité et protégez les données qu'elles contiennent en garantissant leur confidentialité et leur intégrité. Vous êtes aussi amené à analyser la cybersécurité opérationnelle dans un service de renseignement des armées.

Les métiers : Expert cyberdéfense

Expert en architecture sécurisée

Analyste en cybersécurité opérationnelle

Officier de cyberdéfense

Officier entraîneur

Cybercombattant



Pour les métiers de technicien réseaux et télécommunications ou systèmes numériques, vous pouvez postuler à un parcours accéléré, selon votre diplôme et vos compétences techniques. C'est le cursus dit « Ab Initio », qui vous assurera une progression plus rapide en vous offrant dès votre premier poste plus de responsabilités.

Concrètement

Si vous intégrez la Marine par la « voie classique », vous suivrez une formation initiale militaire et maritime, puis une formation métier pour obtenir un Brevet d'Aptitude Technique (BAT). Après plusieurs années d'expériences vous pourrez prétendre à passer le Brevet Supérieur (BS) pour occuper des fonctions supérieures. En choisissant le cursus « Ab Initio », vous passerez le BS dès votre incorporation dans la Marine.

Les conditions :

Pour postuler au cursus "Ab Initio", il faut posséder un Bac+2 ou Bac+3 en lien avec l'informatique et les télécommunications, en particulier :

- BTS Système numérique (option Informatique et réseaux)
- BTS Services informatiques aux organisations
- IUT Génie Électrique et informatique industrielle

En plus du processus de recrutement classique, des évaluations supplémentaires de deux jours à Saint-Mandrier seront effectuées :

- Test électronique et mathématiques scolaire
- Test Linux
- Test Réseaux
- TOEIC Blanc (score minimum = 500)





Festival de Cannes 2022



LA PALME D'OR DÉVOILE SES SECRETS

Graal du cinéma, la Palme d'or a vu le jour en 1955. Elle est produite à Genève (Suisse). La Palme d'or est un objet très convoité dans le milieu du 7e art. Toute sa fabrication se fait en secret et chaque année, ce trophée est différent. Certes, il ne change pas du tout au tout, mais quelques modifications peuvent être apportées. «Normalement, elle est présentée sur un cristal de roche, mais cette année, c'est sur un quartz rose», explique Caroline Scheufle, coprésidente et directrice artistique de Chopard, entreprise qui façonne la palme.

L'OMBRE DE LA GUERRE

Le lancement de la 75e édition du Festival de Cannes a été marqué par l'intervention surprise du président ukrainien Volodymyr Zelensky.

«Il nous faut un nouveau Chaplin qui prouvera que le cinéma n'est pas muet» face à la guerre. Le Festival de Cannes a donné d'emblée une tonalité politique à sa 75e édition en offrant une tribune, depuis Kiev, au président ukrainien Volodymyr Zelensky. L'apparition surprise du visage du président ukrainien, en treillis, sur l'écran du Palais des Festivals, a été suivie d'une longue ovation par le gratin du cinéma mondial, réuni pour la cérémonie d'ouverture d'un festival qui a promis que la guerre serait «dans tous les esprits».

TRIANGLE OF SADNESS - PALME D'OR

RÉALISÉ PAR : RUBEN ÖSTLUND

Synopsis : Après la Fashion Week, Carl et Yaya, couple de mannequins et influenceurs, sont invités sur un yacht pour une croisière de luxe. Tandis que l'équipage est aux petits soins avec les vacanciers, le capitaine refuse de sortir de sa cabine alors que le fameux dîner de gala approche. Les événements prennent une tournure inattendue et les rapports de force s'inversent lorsqu'une tempête se lève et met en danger le confort des passagers...

Best-of du 75e du Festival de Cannes



Avec «Salam», Diam's redevenue Mélanie livre sa grande explication sur sa conversion à l'islam

Le documentaire présenté à Cannes en séance spéciale est le témoignage rare de l'ancienne star du rap qui s'était éloignée de tous micros. Le choix de Diam's d'embrasser la religion musulmane et de porter le voile avait suscité tant de débats. Mélanie a décidé de se livrer sans détour.

Après une décennie d'absence artistique, son interview sur TF1 apparaissant avec le voile et la publication de deux livres confession, Diam's est de retour face aux caméras dans Salam. Un documentaire délicat produit par BrutX et présenté en avant-première à Cannes avant de sortir en salle en juillet. Mais c'est Mélanie qui s'adresse à nous avec un témoignage fort et sensible. Elle apparaît apaisée, en fille et mère comblée.

CANNES 2022 : «LE CINÉMA EST UN ART ABSOLUMENT MAJEUR, CONCURENCÉ PAR LES SÉRIES, QUI SOUFFRE DE LA PANDÉMIE, MAIS IL VA RETROUVER SA PLACE»

A ÉCOUTER [ICI](#).

Le palmarès de la 75e édition du Festival de Cannes

Sélection Officielle

- Palme d'Or : Triangle of Sadness de Ruben Östlund
- Prix du 75e festival : Tori et Lokita de Jean-Pierre Dardenne et Luc Dardenne
- Grand Prix ex-aequo : Close de Lukas Dhont, à Stars at Noon de Claire Denis
- Prix de la mise en scène : Park Chan-Wook pour Decision to leave (Heojil Kyolshim)
- Prix du meilleur scénario : Tarik Saleh pour Boy From Heaven (Walad Min Al Janna)
- Prix d'interprétation féminine : Zar Amir Ebrahimi dans Holy Spider (Les Nuits de Mashhad) de Ali Abbasi
- Prix du Jury ex-aequo : Le Otto Montagne (Les Huit Montagnes) de Charlotte Vandermeersch et Felix Van Groeningen, EO de Jerzy Skolimowski
- Prix d'interprétation masculine : Song Kang-Ho dans Broker deKore-Eda Hirokazu

L'ACTU ÉCOLO

ENVIRONNEMENT, TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DÉVELOPPEMENT DURABLE

La surconsommation dans les pays les plus riches entraîne une dégradation de l'environnement des enfants du monde entier

La majorité des pays riches créent des conditions de vie délétères et dangereuses pour les enfants du monde entier, selon un nouveau rapport publié mardi par le Centre de recherche Innocenti du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (...).

Selon ce rapport, si chaque individu sur le globe vivait comme un habitant des pays étudiés, il faudrait 3,3 planètes pour couvrir l'ensemble des besoins de l'humanité. Et si chacun consommait les ressources au rythme d'un Canadien, d'un Luxembourgeois ou d'un Américain, ce chiffre grimperait à 5.

Lire l'article complet [ici](#).



L'épédonculation, c'est quoi ?

L'épédonculation, ça consiste à arracher les yeux des crevettes pour booster leur productivité et augmenter leur fertilité.

Cette pratique est utilisée dans les élevages intensifs de crevettes. La demande est en hausse constante et requiert donc de la productivité. Afin de booster la reproduction des crevettes les éleveurs ont recours à cette méthode particulièrement horrible. C'est d'autant plus atroce que l'on sait désormais que les crustacés ressentent la douleur...

Alors que les élections législatives auront lieu dans quelques semaines, le parti animaliste propose d'interdire cette pratique.

Var : deux amis mettent au point une solution écologique transformant l'eau de mer en eau potable

Aujourd'hui, plus de 780 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable. La France n'est pas épargnée : 2,1 % de la population n'a pas accès à un service d'eau potable géré en sécurité.

Avec les changements climatiques, cette réalité s'accroît encore. Face à ces défis, deux amis ont mis au point une solution ingénieuse inspirée de la nature : grâce à l'énergie solaire, ce dispositif distille l'eau de mer pour la rendre potable. Pierre et Thierry sont deux amis résidant dans le Var. Ensemble, ils ont créé Heliowater, un dispositif destiné à fournir de l'eau potable à ceux qui en ont besoin.

Lire l'article complet [ici](#).



Au mépris du climat et des droits humains, Total persiste dans son projet pétrolier en Ouganda

Total a annoncé avoir conclu un accord d'investissement de près de 9 milliards d'euros pour son mégaprojet pétrolier en Ouganda et en Tanzanie. Une «aberration» sociale et environnementale, disent les ONG.

Mardi 1er février, Total a annoncé sa « décision finale d'investissement » dans le double projet pétrolier en Ouganda et en Tanzanie. Avec le projet « Tilenga », la multinationale entend exploiter l'or noir qui dort sous le lac Albert, en Ouganda. Le projet « Eacop », lui, prévoit l'acheminement de ce pétrole par un oléoduc chauffé de 1 443 kilomètres de long jusqu'en Tanzanie. Il serait alors le plus long du monde. Au total, ces deux projets représentent un investissement de 10 milliards de dollars (8,8 milliards d'euros). Il est lancé par l'accord que la major a conclu avec l'Ouganda, la Tanzanie et le géant pétrolier chinois Cnooc.

Ces travaux d'envergure sont dénoncés en raison de leurs conséquences sociales et environnementales. «Ce projet est une aberration à tous les points de vue et Total essaie de cacher la réalité sur ses conséquences néfastes avec une communication trompeuse», se désole Juliette Renaud, responsable de campagne sur la régulation des multinationales aux Amis de la Terre France. « Ils cochent toutes les cases qu'il ne faudrait pas cocher. »

En premier lieu, une « case » sociale. « Les terres de plus de 100 000 personnes sont directement affectées », explique-t-elle. « Total joue sur les données, en mentionnant un chiffre inférieur, qui correspond en fait au nombre de foyers ou à une portion seulement du projet. » Ces populations - essentiellement des agriculteurs - recevront une compensation, financière ou en nature, selon la version officielle.

«Dans la réalité, selon les témoignages, ils sont encouragés à opter pour la compensation financière, sous-évaluée, qui coûte moins cher à Total», poursuit Juliette Renaud. Chiffres à l'appui :

les compensations en nature, qui concernent 5 % de la population, s'élèvent à 100 millions de dollars ; les compensations financières (pour les 95 % restants,

donc), ont coûté moitié moins cher à la firme. «Des dizaines de milliers de personnes sont toujours privées partiellement ou totalement de leurs terres avant même de recevoir une compensation.»

Lire l'article complet [ici](#).

Le 25 mai, dès 8h du matin, 250 militantes et militants du mouvement climat ont bloqué l'Assemblée générale de TotalEnergies à Paris. Ils réclamaient des engagements concrets et immédiats de Patrick Pouyanné, président directeur général sur le retrait de TotalEnergies de Russie et la fin de tout nouveau projet d'énergies fossiles, tels qu'EACOP en Ouganda et Mozambique LNG. Ils dénoncent le danger que représente la stratégie de TotalEnergies pour le climat, la paix et les droits humains, ainsi que le soutien que lui apportent pourtant Emmanuel Macron et son gouvernement.



COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2022 AU QATAR : DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE ANNONCÉ ?



La coupe du monde de football 2022 se tiendra au Qatar. Si les organisateurs de la compétition ont promis la «neutralité carbone» du mondial, la climatisation des stades à ciel ouvert renvoie néanmoins une image «désastreuse», dans un contexte de lutte contre le changement climatique.

Plus d'un milliard de téléspectateurs à travers le monde, rivés devant leur écran pour admirer la performance sportive des joueurs - et applaudir à l'unisson les exploits de l'équipe qui représente leur pays. Tous les 4 ans, la coupe du monde masculine de football suscite l'enthousiasme, voire l'euphorie.

Mais cette année, l'évènement - prévu en novembre et en décembre - ne démarre pas sous les meilleurs auspices. Cela a commencé avec l'attribution du mondial au Qatar, décidée en 2011 par la Fédération internationale de football association (Fifa). Un processus entaché par des soupçons de corruption, révélés par Mediapart à travers une série d'investigations.

C'est surtout la phase de construction des infrastructures nécessaires à la compétition sportive qui a fait l'objet des accusations les plus graves : selon les données collectées par le média britannique Guardian (02/2021), au moins 6.500 travailleurs venus d'Inde, du Pakistan, du Népal, du Bangladesh et du Sri Lanka seraient morts sur les chantiers du Qatar. Outre ce scandale humain, c'est un scandale écologique qui semble également se profiler. La coupe du monde de football 2022 se déroule à quelques dizaines de kilomètres seulement à vol d'oiseau du nord du désert de Rub-al-Khali en Arabie saoudite voisine, connu comme l'une des destinations les plus chaudes du monde. La température en été au Qatar peut atteindre les 45 °C - raison pour laquelle la compétition a été exceptionnellement décalée à l'hiver... où le mercure s'approche davantage des 25 °C en moyenne.

Lire l'article complet [ici](#).

«Pour redorer l’image de la compétition, la Fédération internationale de football association et le Qatar mettent en avant des « solutions environnementales innovantes » et des stades écolos. Ainsi, un des stades qui accueillera le Mondial est entièrement démontable et transportable, car construit à base de conteneurs. «La construction du Ras Abu Aboud Stadium nécessitera moins de matériaux, créera moins de déchets et réduira l’empreinte carbone», se félicitait la Fifa en 2017. L’enceinte a été édiflée sur une presqu’île artificielle, ce qui permet aux eaux du golfe Persique tout autour d’alimenter le système de climatisation.

Le ministre de l’Environnement du Qatar a promis, en octobre 2018, un « bilan carbone neutre » de la compétition, grâce à un équilibre obtenu entre les émissions de gaz à effet de serre et la capacité des écosystèmes à les absorber. Sans être plus précis... ni rassurer les défenseurs de l’environnement.

«L’idée parfois défendue d’une Coupe du monde totalement écologique est avant tout une action de communication : le Mondial 2022 sera, au contraire, profondément antiécologique», prévient Gilles Paché, professeur en sciences de gestion à l’université d’Aix-Marseille.

Le pedigree climatique du Qatar est lourd. C’est le pays au monde qui rejette le plus de CO2 par personne dans l’atmosphère, avec 37 tonnes par habitant en 2017. La moyenne française se situe à 5,2 tonnes par habitant (mais 11,5 tonnes si l’on tient compte des émissions importées). «Avec ses villes au milieu du désert, le Qatar est un miroir grossissant des maux de notre société en matière de gestion des ressources, poursuit Gilles Paché. Dans un espace réduit, ce pays concentre toutes les dérives d’une société du spectacle, des dérives consuméristes.»



Une critique persistante, apparue dès l’attribution du Mondial, provient aussi « des conditions météorologiques inadaptées pour la pratique du football de très haut niveau », explique le professeur. Habituellement, les Coupes du monde sont programmées, tous les quatre ans, entre juin et juillet. Or, la température extérieure au Qatar peut alors atteindre 45 °C, voire plus. La Fifa a donc déplacé la Coupe du monde en novembre et décembre, au moment où les températures avoisinent, au minimum, les 25 °C.

Un système de climatisation géant a été installé dans chacun des stades, pour éviter que les joueurs et les spectateurs suffoquent en cas de fortes chaleurs. Lors des Mondiaux d’athlétisme d’octobre 2019, les 3.000 bouches d’aération du Khalifa Stadium ont fait tomber la température au bord des pistes à 25 °C, alors que le mercure s’élevait jusqu’à 42 °C à Doha. «Un rafraîchissement de l’air génère, par nature, des dépenses énergétiques significatives, et les climatiseurs sont responsables d’une hausse des températures dans les grands centres urbains puisqu’ils rejettent à l’extérieur la chaleur qu’ils ont pompée à l’intérieur», déplore Gilles Paché.

Lire l’article complet [ici](#).





Anniversaire

La Cour pénale internationale fête ses 20 ans

ORIGINES, OBJECTIFS, RÉALISATIONS

Confrontée aux atrocités perpétrées pendant la Deuxième Guerre mondiale, la communauté internationale a lancé un appel sans précédent pour que justice soit faite pour mettre fin à ces crimes par le biais, entre autres, de l'adoption de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, des quatre Conventions de Genève et des principes de Nuremberg. Toutefois, en l'absence de mécanismes d'application crédibles, les violations du droit humanitaire international internationale a décidé de prendre des mesures communes en **créant un système de justice international global visant à prévenir l'impunité pour les pires atrocités**. Le 17 juillet 1998, cette vision s'est concrétisée avec l'adoption par les États, sous les auspices de l'ONU, d'un traité multilatéral appelé le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Avec son entrée en vigueur le 1er juillet 2002, la première cour pénale internationale, la CPI, voyait le jour, à La Haye (aux Pays-Bas, qui abritait déjà plusieurs juridictions internationales).

La CPI contribue à la lutte contre l'impunité et à l'instauration de l'état de droit en veillant à ce que les crimes les plus graves ne restent pas impunis et en promouvant le respect du droit international. La CPI est une instance de dernier recours habilitée à juger les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre lorsque les juridictions nationales, pour des raisons quelconques, ne sont pas en mesure de le faire ou ne veulent pas le faire.

Le premier verdict de la CPI a été prononcé le 14 mars 2012 et la première condamnation le 10 juillet 2012 dans l'affaire Lubanga, ce dernier ayant été accusé du recrutement, de l'enrôlement et de l'utilisation d'enfants soldats de moins de 15 ans pour participer activement à des hostilités en République démocratique du Congo.

Quelques chiffres

À ce jour, la Cour a été saisie de 31 affaires dont certaines comportaient plus d'un suspect. Les juges de la CPI ont délivré 37 mandats d'arrêt. Grâce à la coopération des États, 21 personnes ont été détenues au quartier pénitentiaire de la CPI et ont comparu devant la Cour. 12 personnes sont toujours en liberté. Les charges portées contre 3 personnes ont été abandonnées suite à leur décès. Les juges de la CPI ont également délivré 9 citations à comparaître qui ont toutes été respectées.

Les juges ont rendu 10 condamnations et 4 acquittements.

Les crimes

Le traité fondateur de la Cour, appelé le Statut de Rome, confère à la CPI une compétence à l'égard de quatre crimes principaux:

- **crime de génocide:** il est caractérisé par l'intention spécifique de détruire, en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux par le meurtre de ses membres ou par d'autres moyens.

- **crimes contre l'humanité:** ils sont de graves violations commises dans le cadre d'une attaque de grande envergure lancée contre toute population civile. Les 15 formes de crimes contre l'humanité énumérées dans le Statut de Rome comprennent des délits tels que le meurtre, le viol, l'emprisonnement, les disparitions forcées, la réduction en esclavage, notamment celle des femmes et des enfants, l'esclavage sexuel, la torture, l'apartheid et la déportation.

- **crimes de guerre:** ils constituent des infractions graves aux Conventions de Genève dans le contexte d'un conflit armé et comprennent, par exemple, le fait d'utiliser des enfants soldats ; le fait de tuer ou de torturer des personnes telles que des civils ou des prisonniers

de guerre ; le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des hôpitaux, des monuments historiques, ou des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative.

- **crime d'agression:** il s'agit de l'emploi par un État de la force armée contre la souveraineté, l'intégrité ou l'indépendance d'un autre État. La définition de ce crime a été adoptée en apportant des amendements au Statut de Rome lors de la première Conférence de révision du Statut qui s'est tenue à Kampala (Ouganda) en 2010.

Coopération

En tant qu'institution judiciaire, la CPI ne dispose pas de forces de police ou de répression qui lui soient propres ; par conséquent, elle compte sur la coopération avec les pays du monde pour appuyer son travail, notamment pour procéder aux arrestations, transférer les personnes arrêtées au quartier pénitentiaire de la CPI à La Haye, geler les avoirs des suspects et exécuter les peines.

Les États parties au Statut de Rome

123 pays sont États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Parmi eux, 33 sont membres du groupe des États d'Afrique, 19 sont des États d'Asie et du Pacifique, 18 sont des États d'Europe Orientale 28 sont des États d'Amérique Latine et des Caraïbes, et 25 sont membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

L'Assemblée des États parties, l'organe délibérant de la Cour, donne des orientations pour l'administration de la Cour. Elle est composée des représentants des États qui ont ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale ou y ont accédé.

Affaires en cours

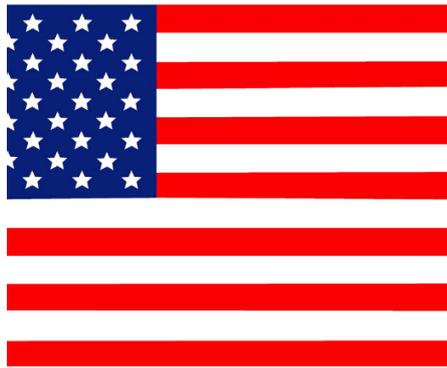
Actuellement, 16 pays sont sous le coup d'une enquête de la CPI : l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Soudan (Darfour), la République centrafricaine, le Kenya, la Libye, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Géorgie, le Burundi, le Bangladesh/Myanmar (Rohingyas), la Palestine, l'Afghanistan, les Philippines, le Venezuela et l'Ukraine.

« Cette cause ... est la cause de toute l'humanité »

Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies



Cour
Pénale
Internationale
International
Criminal
Court



La Moldavie, un petit pays au grand coeur

Depuis le 24 février, plus de 450.000 réfugiés ont franchi la frontière ukrainienne et une centaine de milliers se sont temporairement installés parmi les quatre millions d'habitants de la Moldavie. À l'aéroport de Chisinau, sur le mur entre les cabines de contrôle des passeports, on peut lire les mots suivants : « La Moldavie est un petit pays avec un grand coeur ».

Les Ukrainiens ont le droit de vivre et de travailler dans le pays et d'accéder à des services tels que les soins de santé et l'éducation. Quelque 95% des arrivants sont accueillis par des familles moldaves.

«On m'a proposé d'aller en Europe, en France», raconte cette mère de 34 ans. Mais je ne veux pas aller aussi loin». J'espère que tout sera terminé et que je pourrai rentrer chez moi », explique-t-elle.

«Les habitants de Moldavie ont tout de suite commencé à collecter des fonds et ont littéralement rempli le centre d'exposition de divers biens, ils n'arrêtaient pas d'apporter des choses», poursuit-elle. «Mon amie, une avocate, s'est temporairement rapprochée de la frontière pour donner des conseils juridiques aux nouveaux arrivants. Et il y a des centaines de personnes comme elle».

[Lire l'article complet ici.](#)



Au Texas, une nouvelle tuerie de masse dans une école

Un adolescent de 18 ans a ouvert le feu tuant 19 jeunes élèves et 2 adultes, un drame qui a replongé l'Amérique dans le cauchemar de la violence armée. C'est la deuxième fusillade la plus meurtrière dans une école aux États-Unis, souligne le New York Times, qui rappelle qu'il y a dix ans un tireur avait déjà sidéré le pays en tuant 20 enfants et 6 adultes à l'école primaire Sandy Hook, à Newtown, dans le Connecticut.

Dans une allocution solennelle mardi soir à la Maison-Blanche, le président démocrate, Joe Biden, a exhorté à un sursaut pour réguler les armes à feu. "Il est temps de transformer la douleur en action, a-t-il insisté. Quand, pour l'amour de Dieu, allons-nous affronter le lobby des armes ?" a lancé le démocrate, se disant "écoeuré et fatigué". Dans une analyse, le Washington Post estime toutefois que le président américain porte une part de responsabilité dans l'échec de la classe politique américaine à limiter les armes à feu au cours des dernières décennies.

Pour le Dallas Morning News, "il est temps de réactiver l'interdiction fédérale sur les armes d'assaut [une loi signée par le président démocrate Bill Clinton en 1994] et qu'on a si bêtement laissé expirer [en 2004, sous l'administration Bush]". Le quotidien texan appelle aussi à "limiter les chargeurs à grande capacité" et à "veiller à ce que les vérifications des antécédents [...] soient appliquées d'une manière plus sérieuse et plus uniforme". Pour le journal, il est aussi temps d'ouvrir "un large débat sur d'autres mesures possibles", pour lutter contre la violence armée. "Nous devons exiger de nos élus qu'ils étudient, proposent et adoptent des lois qui ont des effets. Si vous êtes élu, c'est votre travail. [...] C'est un impératif moral", conclut le journal.

Lire l'article complet [ici](#)

Sur le même sujet, lire aussi : [La NRA "organisation terroriste"? Le lobby proarmes réplique](#)



“Il y a eu plus de tueries de masse que de jours dans une année. Nos enfants vivent dans la peur à chaque fois qu'ils mettent les pieds à l'école car ils craignent d'être les prochains. [...] Pourquoi passez-vous tant de temps à vous présenter au Sénat américain, pourquoi surmontez-vous tous les obstacles pour obtenir ce poste et vous placer en position de pouvoir, si votre réponse, alors que les massacres s'intensifient et que nos enfants fuient pour rester en vie, c'est de ne rien faire ? [...] Cela se produit dans notre pays et nulle part ailleurs. Nulle part ailleurs, les enfants ne vont à l'école en pensant qu'ils pourraient être abattus.”

Sénateur Chris Murphy

En Ukraine, premier procès pour crime de guerre d'un soldat russe

«Le premier soldat russe jugé pour crime de guerre» depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Vadim Chichimarine, a été reconnu coupable et condamné à la prison à perpétuité lundi à Kiev pour le meurtre d'un civil.

«Le tribunal a décidé de reconnaître Chichimarine coupable et de le condamner à réclusion à vie», a déclaré le juge Serguï Agafonov, a constaté un journaliste de l'AFP présent dans la salle d'audience. Le sergent Chichimarine, 21 ans, avait admis avoir abattu Oleksandre Chelipov, un civil de 62 ans, dans le nord-est du pays au cours des premiers jours de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Il est reconnu coupable de crime de guerre et de meurtre prémédité.

Lire l'article complet [ici](#).



Le 13 mai, le tribunal de district de Solomianskyi à Kyiv, en Ukraine, a ouvert le premier procès d'un soldat russe depuis l'agression de la Russie, le 24 février. Vadim Shishimarin (à gauche) est représenté par un avocat (assis devant lui) et les débats en ukrainien lui sont traduits en russe (par la femme portant un foulard blanc).

© Irina Salii

Hommage à Elie Buzyn, rescapé de la Shoah, décédé le 23 mai 2022 à l'âge de 93 ans - par le Mémorial de la Shoah

Elie a 10 ans lors de l'invasion de la Pologne en 1939. Alors que les Juifs sont désormais contraints de rejoindre le ghetto, son frère est tué le 7 mars 1940 pour l'exemple. Ses parents sont anéantis. Elie comprend brusquement qu'il est devenu soutien de famille et il n'aura qu'une obsession : protéger les siens.(...)

Alors que les nazis éliminent à l'automne 1942 les Juifs ne pouvant plus travailler, Elie parvient à éviter la déportation vers le camp de Chelmno à ses parents et sa soeur. La famille entre en clandestinité.

Face à l'avancée des troupes de l'Armée rouge, le ghetto est liquidé et la population transférée au camp d'Auschwitz-Birkenau en août 1944. La famille est disloquée lors de la sélection à l'arrivée. Les parents sont assassinés dans les chambres à gaz. Elie et sa soeur intègrent le camp. Il a 15 ans. Il est ensuite transféré au camp d'Auschwitz I puis affecté au kommando agricole de Babitz.



[Découvrez le témoignage d'Elie Buzyn lors de la campagne « Ce que je veux transmettre », 2020, Mémorial de la Shoah.](#)

Il commence à témoigner de son expérience durant la Shoah à partir de 1998 et ne va dès lors cesser d'intervenir devant des classes partout en France, tout en militant au sein de l'Oeuvre de secours aux enfants. Il achevait ses interventions en appelant son auditoire à devenir «les témoins des témoins».

Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit

19 Juin



PHOTO AFP - AFP

L'expression « violences sexuelles liées aux conflits » recouvre des actes tels que le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, l'avortement forcé, la stérilisation forcée, le mariage forcé, ainsi que toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable, perpétrés contre des femmes, des hommes, des filles ou des garçons, et ayant un lien direct ou indirect avec un conflit. Cette expression inclut également la traite des personnes à des fins de violences sexuelles ou d'exploitation sexuelle lorsque ces faits surviennent en temps de conflit.

Une préoccupation constante est que la crainte et les pressions culturelles dissuadent la grande majorité des victimes de violences sexuelles liées aux conflits de porter plainte. Les professionnels sur le terrain estiment que, pour chaque cas de viol déclaré lié à un conflit, il y en a 10 à 20 qui ne le sont pas.

Le viol, une arme au service de la guerre



DÉCRYPTAGE AVEC L'ONG WE ARE NOT WEAPONS OF WAR

Les violences sexuelles utilisées comme arme de guerre sont présentes dans les conflits depuis toujours, aussi silencieuses que leurs victimes semblent invisibles.

Souvent regroupées sous l'appellation de « viol de guerre », les violences sexuelles dans les conflits sont une stratégie militaire ou politique à part entière. Elles sont définies et décidées en haut lieu au même titre qu'est décrété le bombardement d'un village, l'extermination d'un peuple, le gazage d'une communauté. Si le viol dans la guerre a toujours existé ; le viol comme outil de guerre est lui, devenu endémique et quasi systématique dans les conflits contemporains. Le viol devient alors un outil utilisé pour humilier, détruire et prendre le pouvoir, employé aussi bien contre les femmes (RDC, Kenya, Bosnie, Rwanda) que les hommes (Libye, Ouganda) et les enfants (Syrie, RDC).

Les victimes sont rarement entendues, peu prises en charge ; les auteurs exceptionnellement jugés. Pourtant un cadre juridique existe. Dès 2000, les résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ont déclaré que l'utilisation du viol et les autres violences sexuelles en temps de conflit peuvent constituer un crime de guerre, un crime contre l'humanité ou être un élément constitutif de crime de génocide.

Pendant des siècles, la violence sexuelle en période de conflit a été tacitement acceptée et jugée inévitable. En 1998, l'ONU note qu'à travers les siècles, les armées ont vu dans le viol une part légitime du butin de guerre.

Céline BARDET, fondatrice de l'ONG We Are Not Weapons of War était invitée sur France 24 afin de revenir sur l'utilisation du viol comme arme de guerre.



Durant la Seconde Guerre mondiale, toutes les parties au conflit ont été accusées de viols massifs, et pourtant aucun des deux tribunaux créés par les pays alliés vainqueurs afin de poursuivre les crimes de guerre - à Tokyo et à Nuremberg - n'a reconnu le caractère criminel de la violence sexuelle.

Ce n'est pas avant 1992, avec les viols en masse de femmes dans l'ex-Yougoslavie, que la question s'est imposée au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le 18 décembre 1992, le Conseil a déclaré que la détention et le viol massif, organisé et systématique de femmes, en particulier de femmes musulmanes, en Bosnie-Herzégovine constituaient « un crime international qu'on ne pouvait ignorer ».

Par la suite, le statut du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a inclus le viol parmi les crimes contre l'humanité, parallèlement à d'autres crimes comme la torture et l'extermination, quand il est commis dans un conflit armé et dirigé contre une population civile. En outre, le Tribunal a élargi la définition de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité pour y inclure l'esclavage sexuel. Auparavant, le travail forcé était l'unique type d'esclavage à être considéré comme un crime contre l'humanité.

Le TPIY a rapidement pris en compte les viols dans le conflit en Bosnie. Dès 2000, le procès des « camps de viols » à Foca en Bosnie a qualifié ces viols de crimes contre l'humanité et condamné ses auteurs à 40, 45 et 39 ans de prison. Plus d'un tiers des personnes condamnées par le TPIY ont été déclarées coupables pour des crimes impliquant des violences sexuelles.

Le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) a également intégré le viol dans ses statuts. En 2001, il est devenu le premier, et le seul à ce jour, tribunal international à considérer comme crime de génocide (c'est-à-dire utilisé pour perpétrer un génocide) les actes d'un accusé coupable de viol.

<https://www.notaweaponofwar.org/>

Insidieux, à moindre coût, avec des répercussions visibles sur le très long terme, protégé par l'impunité qui demeure reine dans ce domaine : **le viol de guerre constitue le crime parfait.**

Il n'existe pas de données chiffrées précises sur le viol de guerre. Des statistiques peuvent être apportées, mais restent à relativiser tant la proportion de ce phénomène est immense. Un véritable travail reste à accomplir afin d'identifier l'ampleur exacte du viol de guerre dans le monde.

80 000 à Nankin en Chine en 1937, 200 000 au Bangladesh en 1971, 100 000 au Guatemala, 500 000 au Rwanda en 1994, 60 000 au Sierra Léone, et en Bosnie-Herzégovine, de 3000 à 5000 au Kenya et au Zimbabwe en 2008 lors des élections, 10 000 en Guinée, et entre 200 000 et 600 000 en RDC et au Soudan. Des chiffres tout aussi effrayants en Libye, en Syrie, en République Centre Africaine, au Sri Lanka ou encore au Nigéria avec Boko Haram. En Irak, on estime aujourd'hui que plus de 7000 femmes yézidiennes sont esclaves sexuelles de Daech, 3000 étant encore prisonnières. Ces chiffres sont ceux documentés et doivent être multipliés par 3 voire 5 fois pour correspondre à la réalité. En Birmanie, le viol utilisé comme arme de nettoyage ethnique à l'encontre des Rohingyas concerne déjà plus de 50 000 personnes.

Téléjournal - Le viol comme arme, les victimes de Bosnie - à visionner La guerre en Bosnie a fait 100 000 morts. Dans l'arsenal guerrier, il y avait aussi l'arme du viol. Les victimes sont encore nombreuses : des femmes et des enfants qui, même 15 ans plus tard, souffrent toujours en silence.



Guerre en Ukraine: les témoignages de viols et de violences se multiplient, à lire [ici](#).

De plus en plus de cas de viols et de tortures font surface en Ukraine, la plupart du temps perpétrés par les forces russes sur des civils ukrainiens dans des zones occupées. Depuis le retrait des troupes, des centaines de cas ont déjà été répertoriés, selon le président Volodymyr Zelensky.



«Dans chaque conflit, les femmes sont victimes de violences sexuelles», déplorent deux Prix Nobel de la Paix

«Dans chaque conflit, les femmes sont victimes de violences sexuelles», ont alerté Denis Mukwege et Nadia Murad, tous les deux lauréats du Prix Nobel de la Paix, lors d'une visite à Genève pour l'inauguration officielle de l'ONG, Global Survivors Fund (Fonds mondial pour les survivantes).

Alors que l'offensive russe se poursuit en Ukraine, les deux Prix Nobel de la Paix affirment suivre de très près les violences systématiques auxquelles sont confrontés les civils. Les images du bombardement de la maternité de Marioupol, dans lequel une femme en train d'accoucher et son enfant ont péri, ont particulièrement affecté le Dr. Mukwege.

Le médecin congolais dénonce un acte qui dépasse tout entendement humain. Selon lui, «tous les conflits se font accompagner par la souffrance, sans frontière, ni couleur».

Dans les mouvements massifs de population, les filles et les femmes sont les premières victimes, car les déplacements forcés les plongent dans la misère, le désespoir, l'insécurité, et les exposent particulièrement aux violences sexuelles.

Nadia Murad atteste en évoquant sa propre expérience : «Vivre dans un camp de réfugiés retire toute dignité et nous plonge dans une plus grande vulnérabilité».

Face à ce constat, les deux lauréats du Prix Nobel de la Paix appellent à protéger les Ukrainiennes face aux violences sexuelles. S'ils n'ont aucune indication sur les violences sexuelles contre les femmes en lien avec ce conflit ukrainien, les deux militants veulent mobiliser.

Ces femmes subissent non seulement un préjudice physique et moral, mais aussi le rejet de leur communauté, les tabous, la peur instaurée par les bourreaux et le manque de justice. Une situation complexe qui affecte la dignité de ces femmes.

LA MARINE NATIONALE

6 MARINS DE LA FREMM DA LORRAINE SE DÉPLACENT À NANCY POUR RENCONTRER DES ÉLÈVES

Le 13 mai 2022, six marins de la frégate multi-missions à capacité de défense aérienne renforcée (FREMM DA) Lorraine, accompagnés du capitaine de vaisseau Franck, sont intervenus dans deux établissements scolaires nancéiens : le lycée Jean Prouvé et l'IUT Brabois.

Depuis le 22 février la FREMM DA Lorraine effectue des essais en mer au large des côtes bretonnes avant sa mise en service. C'est à la fois la huitième FREMM destinée à la Marine nationale et la seconde frégate à capacité aérienne renforcée.

Le Quartier Maître de première classe Emilien nous précise que "C'est une frégate de défense aérienne armée de missiles et de canons. On a des systèmes d'armes qui permettent de détecter les avions et les navires sur la mer. Le but est de repérer le plus loin possible, les identifier, les classier."

En quelques chiffres, la FREMM DA Lorraine :

Longueur hors tout : 142 mètres

Largeur : 20 mètres

Déplacement : 6 000 tonnes

Vitesse maximale : 27 noeuds

Capacité de logement : 165 personnes

Autonomie : 6 000 nautiques à 15 noeuds

Depuis plusieurs années, le lycée Jean-Prouvé entretient un partenariat avec la Marine nationale et de nombreuses interventions ont déjà été réalisées. Le 13 mai, c'est au tour de la FREMM DA Lorraine d'intervenir auprès d'environ 65 lycéens issues de différentes formations : BAC PRO SEN (systèmes numériques), BAC PRO TFCA (technicien du froid et du conditionnement de l'air) et BAC PRO MELEC (métiers de l'électricité et environnements connectés).



Le 13 mai après-midi, la FREMM DA Lorraine était au sein de l'IUT Brabois afin d'échanger avec plus de 75 étudiants en DUT GEII (génie électrique et informatique industrielle) et en DUT QLIO (qualité, logistique industrielle et organisation) ainsi que les étudiants du DUT R&T (réseaux et télécommunications)

Les différents témoignages des marins ont permis aux élèves de ces deux établissements de découvrir les cinq forces de la Marine, le quotidien d'un marin embarqué, et surtout les métiers de la Marine nationale en lien avec leur formation ainsi que les différentes voies d'entrées. Des nombreuses questions ont été posées par ces derniers notamment sur l'équilibre vie professionnelle et vie personnelle.

LA MARINE NATIONALE

QUI SONT LES 6 MARINS DE LA FREMM DA LORRAINE ?



A gauche de l'image, **le second Maître Vincent**, âgé de 32 ans, originaire des Vosges et titulaire d'un BTS dans le domaine des assurances. Engagé depuis l'âge de 26 ans, il est chargé du bureau d'administration des ressources humaines, un métier faisant partie du soutien. Cette reconversion est pour lui un moyen de "donner un sens plus important à mon métier".

Pour plus de renseignements sur ce poste, [rendez-vous ici](#)

Le Quartier Maître de première classe Emilien, se trouvant au milieu, âgé de 26 ans, est originaire de Normandie. Engagé en 2013 après un Bac économique, il a fait l'école des matelots. Il est actuellement détecteur radar c'est-à-dire qu'il "élabore la situation tactique à bord du bateau" révèle ce dernier.

Pour plus de renseignements sur ce poste, [rendez-vous ici](#)

A droite, on distingue le **Second Maître Thomas**, 26 ans, originaire de Loire-Atlantique, disposant d'un baccalauréat professionnel en mécanique. Ce dernier est entré dans la Marine il y a 2 ans à la suite de l'école de Maistrance ; il est actuellement navigateur timonier. Thomas se décrit comme la personne "qui va aider à déterminer la position du bateau et effectuer les échanges radio avec d'autres unités".

Pour plus de renseignements sur ce poste, [rendez-vous ici](#)



Ci-contre se trouve le second Maître Emma âgée de 19 ans venant de Normandie. Engagée il y a 1 an en passant par l'école de Maistrance, elle occupe un poste de technicien comptabilité et logistique, un métier du soutien lui permettant de "commander tout matériel confondu sur le bateau" développe-t-elle.

Pour plus de renseignements sur ce poste, [rendez-vous ici](#)

Puis, le second Maître Mathieu, originaire de la Lorraine, âgé de 24 ans est engagé dans la Marine depuis 3 ans à la suite de l'École de Maistrance. Étant électrotechnicien, il "intervient sur les machines, sur les installations extérieures, sur les feux de navigation de la FREMM, ou même d'autres installations utiles tout au long d'une mission de 4 mois" nous dévoile Emilien.

Pour plus de renseignements sur ce poste, [rendez-vous ici](#)



Enfin, nous trouvons le lieutenant de Vaisseau Fabrice ayant 24 ans de service. Passant par l'école de Maistrance, il a fait ses débuts comme détecteur. Il indique aux élèves qu'il "a eu la chance de naviguer de l'Uruguay jusqu'au Japon, du Cap de Bonne-Espérance jusqu'au cercle polaire arctique ; j'ai fait quasiment tout le monde".

Pour plus de renseignements sur ce poste, [rendez-vous ici](#)



Pour en découvrir davantage sur la Marine nationale, rendez-vous sur www.lamarinerecrute.fr !

Vous avez également la possibilité de découvrir le quotidien des marins à travers le visionnage des vidéos sur notre chaîne YouTube. Pour discuter avec nous, vous pouvez contacter le CIRFA le plus proche de chez vous afin d'établir un rendez-vous ou échanger avec un marin spécialiste du nucléaire prêt à témoigner sur Myjob Glasses.

